

HEM DAY

ANARCHISTES DE GOUVERNEMENT

ET AUTRES TEXTES

(La Voix Libertaire - 1937)

Ce qui se passe en Espagne

Politique de confusion

La participation des camarades de la C.N.T.-F.A.I. au gouvernement Largo Caballero avait été conditionnée par les nécessités de la lutte antifasciste.

C'est ainsi qu'en date du 6 novembre 1935, le comité régional de Madrid de la C.N.T., — Fédération régionale du Centre — lançait un manifeste dans lequel il exprimait :

« La Confédération régionale du Travail est entrée, contrainte par la nécessité, et au moment le plus critique, dans le gouvernement, dans le but de redonner de l'énergie au mouvement antifasciste et de gagner la guerre le plus vite possible. Que ces désirs soient convertis en réalités, cela dépend, en outre, du labeur de nos camarades dans le « cabinet », de l'appui que ces camarades trouveront auprès des syndicats. »

Les camarades, dont il est difficile de mettre en doute la bonne foi, tenaient à préciser que : « La C. N. T. n'a pas abandonné pour cela son programme ni ses postulats. Elle a consenti à entrer dans le gouvernement uniquement et exclusivement pour gagner la guerre. Mettons toute notre volonté au service de cet objectif et nous nous montrerons digne du peuple qui a placé toute sa confiance en nous. »

De telles intentions, si elles étaient discutables, pouvaient sembler excusables. Il était d'ailleurs terriblement délicat de tenter de les réfuter à l'époque où elles se précisaient. Certains des nôtres, cependant, é mirent quelques doutes. Ils furent rabroués de maîtresse façon.

La consigne était telle. L'individualisme n'avait guère droit au chapitre et la critique n'était point admise.

Aujourd'hui, il faut déchanter. La politique de confusion qui en est sortie nous a conduits dans des impasses où se multiplient les dangers présents et à venir. Par une politique de « collaboration » gouvernementale, nous en sommes arrivés à une émasculat ion de nos idées qui va parfois jusqu'au reniement de notre idéal.

Abandonnant coup sur coup les principes qui firent en des jours

heureux, notre fierté, nous en arrivions par des contorsions idéologiques et littéraires à justifier l'abandon de notre irréductible mépris aux formes les plus absolues de l'autorité.

On prônait la mobilisation pour s'acheminer, vers la militarisation. On acceptait le commandement unique qui rejetait l'autonomie et le fédéralisme. On se courbait sous la discipline pour bientôt se conformer aux impératifs d'un code militaire plus odieux que ceux que nous avons dénoncés.

On s'inclinait devant les impérieux besoins de la guerre, pour remiser petit à petit l'indispensable nécessité de poursuivre la révolution ébauchée.

L'urgent besoin du moment nous faisait oublier le but que nous nous étions assignés en entrant dans la bagarre.

Aussi devions-nous chavirer vers une île de désillusions qui, au fur et à mesure que nous tentions d'aborder, s'évanouissait, pour, reparaissant comme un mirage, n'offrir en fin de compte qu'une piètre espérance de nos rêves d'une transformation radicale de la société.

Le peuple nous avait écoutés. Sa confiance en nous était grande. Nous n'avions jamais abusé de sa bonne foi. Ici encore, c'est en toute loyauté que nous avons décidé d'agir. Nous nous trompions, et, de ce fait, nous trompions ce peuple dans son « illimitée confiance ».

A-t-on le droit de se tromper quand on veut « guider » ses semblables ?

Nos « sacrifices » semblent se retourner contre nous. L'implacable raison nous rappelle à nos pensées de toujours.

Il faut cesser cette politique de confusion. Sans doute, on peut ne pas être toujours ces doctrinaires intransigeants qui se refusent à accepter les réalités d'un moment.

Il faut savoir se ressaisir quand besoin il y a. C'est l'heure de rappeler aux uns et aux autres la fin de la déclaration qui expliquait l'entrée de la C. N. T. dans le gouvernement.

« La C. N. T. possède un sens profond des réalités trompeuses. Le premier et dernier mot d'ordre est : lutter. Toutefois, après cette lutte en vient une autre pour la révolution sociale. La lutte antifasciste et la révolution sociale en Espagne représentent une seule entité avec des aspects différents : deux étapes d'un seul front. Avec ce

nouveau développement la lutte contre le fascisme entre dans une nouvelle phase. Madrid sera le tombeau du fascisme espagnol ; et, tôt ou tard, le fascisme international subira le même sort. »

Cette fière affirmation semblait un peu intempestive, elle était animée du plus noble désir de vaincre l'ennemi...

Hélas ! jusqu'à ce jour, la prophétie ne s'est pas réalisée — et nous nous retrouvons « Gros Jean » comme devant. La situation a empiré puisque, la confusion aidant, nous avons perdu notre prestige de jadis.

Pour retrouver notre équilibre, tant intérieur qu'extérieur, pour que les nôtres restent fidèles à l'esprit de leurs organisations, pour que tout le mouvement international anarchiste ne soit point déséparé demain, il est temps d'abandonner cette politique de confusion.

Et puisque des centaines des nôtres sont tombés sous les balles des provocateurs des secteurs soi-disant antifascistes, puisque dans les batailles qui suivront d'autres encore tomberont sous les coups de nos adversaires autoritaires, puisque demain, poursuivant leur politique de centralisme en rétablissant l'ordre, on désarmera les nôtres, nos miliciens et nos syndicats, cessons de couvrir par la présence des « nôtres » dans ces « secteurs » les crimes de ceux qui prétendent vaincre le fascisme de Franco pour instaurer d'identiques méthodes.

Redevenons ce que nous n'aurions jamais dû cesser d'être : anarchistes.

Hem DAY

La Voix Libertaire N° 367
Samedi 17 Juillet 1937

Anarchistes de gouvernement

Lorsque fin octobre 1936, la Confédération Nationale du Travail (C. N. T.) d'Espagne acceptait de participer au Gouvernement central et que quatre ministres anarcho-syndicalistes faisaient partie du gouvernement de Madrid, le Comité National de la C. N. T. dirigea au pays et aux syndicats espagnols un manifeste dans lequel il expliqua les raisons qui motivèrent cette détermination.

On se rappellera qu'à l'époque, l'argumentation principale était que la prolongation de la guerre et l'aspect révolutionnaire de celle-ci exigeait une participation directe de la C. N. T. à la direction politique et administrative du pays.

Il s'agissait d'assurer définitivement l'écrasement du fascisme et de réaliser en même temps la reconstruction à l'arrière-garde.

Sans doute, les mobiles invoqués procédaient d'une impérieuse nécessité de conserver une unité d'action du prolétariat en vue du succès de la lutte. On pouvait taire, momentanément tout au moins, les réserves théoriques et de principes qui s'opposaient à cette participation.

Celle-ci d'ailleurs ne se fit pas sans heurt. Cette participation directe de la C. N. T. au gouvernement, était, en réalité, l'aboutissant de propositions faites et rejetées aux autres secteurs antifascistes par les organisations confédérales.

La C. N. T. avait proposé la création d'un organisme national de défense qui comporterait des éléments des différentes fractions antifascistes.

« La situation créée par l'incompréhension de ces secteurs, et notre ferme conviction de la nécessité d'atteindre le but proposé, nous décidèrent — bien que, comme la première et la plus puissante force antifasciste du pays, nous eussions pu nous en abstenir — à transiger, afin de ne pas retarder davantage notre participation dans la direction des affaires nationales, consentant à réduire à quatre le nombre de ministres représentant la C. N. T. dans le Gouvernement de Madrid. »

Devant la délicate situation des fronts de guerre, nos camarades

s'inclinaient, faisaient taire leurs droits, acceptant ces concessions afin de remporter la victoire.

Ces espoirs étaient-ils fondés du fait de la pénétration de la C. N. T. dans les rouages étatiques et centralisateurs ?

On peut, aujourd'hui, avec le recul du temps fortement le contester, quoique à l'époque, à part quelques réserves invoquées tous l'avaient plus ou moins accepté.

Les événements qui se sont succédés depuis et ceux plus particulièrement qui ont suivi les premières journées de mai en Catalogne, ont reposé le problème de cette participation gouvernementale.

Mais la situation n'est plus la même.

D'autres facteurs sont intervenus entre-temps à la faveur de cette participation « contrainte par les circonstances », se sont accrédités toute une série de transformations dans les organismes confédéraux.

L'action directe semble avoir fait place à des transactions ministérielles ou en des décisions de comités. L'esprit de révolte s'est vu supplanté par un esprit d'adaptation. Malgré les efforts de certaines minorités, l'ensemble du mouvement s'est transformé.

Au début de mai la coupe déborda et devant les provocations incessantes de certains autoritaires, une partie des éléments de la C. N. T. – F. A. I. descendirent à la rue pour répondre aux tentatives des contempteurs de la liberté.

Ce fut là une manifestation spontanée, pleine de généreuse abnégation. Elle coûta la vie à nombre de ceux qui se décidèrent à réagir, les blessés ne se comptèrent pas.

La révolte fut étouffée.

Perdre la lutte n'est rien, mais la perdre parce que ceux en qui la base plaçait sa confiance, décidèrent de renoncer à la poursuivre, cela incontestablement marquera dans l'histoire de la C. N. T. – F. A. I.

Le second jour de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone on vit arriver de Valence les ministres anarcho-syndicalistes et parlant du poste officiel de la Généralité de Catalogne, prêcher inopinément une politique de renonciation à la lutte.

C'était vouer le mouvement qui venait de se déclencher à un échec.

C'est ce qui arriva. Aujourd'hui peut-être on en soupèse tout le tragique des conséquences que cela entraîne. Le prestige de la C. N. T. – F. A. I. fut ébranlé. Une des conséquences les plus fâcheuses fut que le gouvernement de Valence déclara le désarmement non seulement des individus, mais des organisations.

La contre-révolution s'installa et ne cessa de se développer. Devant les conséquences désastreuses que tout cela entraîne, il est d'un impérieux besoin de rechercher les causes qui président à ces revirements brusques.

On ne peut se taire, car les responsabilités sont lourdes et l'esprit conciliateur dont nous avons fait preuve jusqu'ici ne peut couvrir éternellement les déviations qui se manifestent quotidiennement, entraînant vers une faillite certaine le mouvement anarchiste international.

C'est ici qu'on peut invoquer cette tendance qui s'est précisée depuis l'acceptation de la collaboration. Cette tendance a pris corps au point de faire éclore des anarchistes de gouvernement.

Du fait que perduraient les mobiles qui avaient déterminé ces camarades d'accepter au nom des organisations qu'ils représentaient, les « portefeuilles ministériels », il se créait en eux et à leur insu même des modifications dans leur façon de voir et de sentir.

L'esprit « ministériel » faisait place à l'esprit de révolte. Les nécessités du moment primaient sur le but à atteindre. L'homme se transformait en s'adaptant. Il ne pouvait échapper à la loi biologique, fut-il anarchiste, nous l'avons trop souvent invoqué. Pourquoi aurions-nous fait exception ?

Et c'est ce qui est arrivé, quelques mois ont suffi pour donner pleinement raison tous ceux des nôtres qui dénoncèrent le danger « collaborationiste ».

C'est ce que le vieux Malatesta avait magnifiquement dénoncé lorsque exilé à Londres pendant la guerre 1914-18 il avait, en un leader article, situé la position des anarchistes devant les anarchistes partisans du gouvernement.

Malatesta écrivait judicieusement :

Nous prétendons que l'Etat est incapable de tout bien. Tant au

point de vue international qu'au point de vue des relations individuelles, il ne peut combattre l'agression qu'en se faisant lui-même l'agresseur ; il ne peut empêcher le crime qu'en organisant et en commettant de plus grands crimes encore.

Sauf la révolution populaire, il n'y a pas d'autre voie de résistance à la menace d'une armée disciplinée, qu'en ayant une armée plus forte et plus disciplinée, de sorte que les plus rigides antimilitaristes, s'ils ne sont anarchistes et s'ils sont effrayés de la destruction de l'Etat, sont inévitablement conduits à devenir d'ardents militaristes.

Jamais ces paroles n'ont été aussi actuelles et une implacable logique nous détermine à repenser ses lignes de Malatesta, puisque en Espagne se repose actuellement le problème des anarchistes de gouvernement.

L'époque exceptionnelle doit-elle continuer à primer sur notre idéal ? N'est-il pas venu le moment de faire pour certains leur *mea culpa* et d'avouer qu'ils s'étaient trompés ? Ils s'étaient leurrés en prenant la position de collaborationnistes ! Persister dans l'erreur manquerait de logique.

Il est temps de s'arrêter car tout compromis nouveau ne fera qu'approfondir le malaise qui se développe dans nos milieux.

Il faut sauver l'idéal anarchiste.

Hem DAY

La Voix Libertaire N° 368

Samedi 31 Juillet 1937

COURANT POLITIQUE DANS L'ANARCHIE

Il a bien fallu se rendre à l'évidence, et demain les aveugles volontaires s'en apercevront peut-être : la participation gouvernementale et municipale a finalement eu le dessus.

Certains des nôtres se sont adaptés au milieu, en ont subi « l'emprise » et, petit à petit, l'esprit de révolte s'en est allé pour faire place à une compréhension nouvelle de la vie et de la révolution.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisque, durant plus d'un demi-siècle, toute notre propagande a consisté à dénoncer la malfaisance politicienne. Le contraire nous aurait surpris.

Il ne s'agit pas de crier à la trahison, de dénoncer les faux-frères ; à leur insu, sans doute, ils se sont transformés, et, en toute bonne foi, ils ont toujours pensé défendre ce qui avait fait leur fierté de naguère.

Mais, s'il n'y a pas lieu de s'insurger, on ne peut cependant nier le danger en s'efforçant de l'ignorer.

L'heure est venue d'aborder le problème dans son entier, de le discuter en long et en large.

Lorsque des organisations, fussent-elles d'une importance numérique, comme celle de la C.N.T.-F.A.I., décident d'abandonner leur position anti-étatique, il ne suffit pas d'une simple déclaration, pleine d'affirmations tranchantes, pour qu'en justifiant le bien fondé d'un tel abandon, soit résolu le problème posé.

Le fait d'écrire que ce gouvernement auquel on va participer ne sera qu'un instrument régulateur des organes de l'Etat n'empêche point que persiste l'oppression du dit Etat.

C'est méconnaître la bête dénoncée par nous, anti-étatistes, que de s'imaginer semblable revirement, au travers de quelques bénignes modifications.

L'expérience espagnole, à ce sujet, aura été fructueuse en enseignements ; encore faut-il vouloir en profiter.

Il était à prévoir qu'au fur et à mesure que s'imposaient les nécessités qui avaient déterminé l'entrée au gouvernement des organisations C. N. T.-F. A. I., un nouvel esprit se développerait au sein même de ces organisations et plus particulièrement encore chez ceux qui représentaient les dites organisations.

Ce fut là tout le drame ; ministres et ministrables évoluèrent et les charges de leurs fonctions firent le reste. On se laissa aller à des affirmations, à des déclarations, contestables idéologiquement, certaines même frisant le reniement.

Il n'est pas inutile d'en relever quelques-unes, non point par plaisir de trituration, mais parce qu'elles pourront aider à la compréhension de ce courant politique qui a vu jour dans le monde anarchiste. Dans un discours prononcé le 3 janvier 1937, Federica Montseny, ministre de la Santé Publique du gouvernement de L. Caballero, disait :

« Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la Révolution ne déviât et pour la poursuivre au-delà de la guerre, et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale, d'où qu'elle vienne. »

On ne sait, aujourd'hui, comment il faut interpréter ces paroles, puisque toutes ces « prévisions » se sont réalisées, non dans le sens espéré, mais avec la complicité, si on peut dire, des nôtres au gouvernement.

On ne peut invoquer l'ignorance de ce qui se passait dans les coulisses gouvernementales ; même si cela était, ce serait la négation des prétendues raisons de l'entrée au gouvernement de la C. N. T.-F. A. I.

Alors il faut parler clair.

Tandis que nous participons au gouvernement, à Vilanosa, petit village espagnol, des militants de la C. N. T. furent massacrés, leur local syndical saccagé.

Tandis que nous partagions le « pouvoir », des nôtres étaient arrêtés pour délits d'opinion ; deux cent cinquante adhérents de la C. N. T. étaient jetés en prison pour avoir poussé trop loin leurs réalisations de vie collective.

Tandis que nous acceptons de siéger aux côtés de certains sec-

teurs politiques antifascistes, notre presse, tout comme aux temps de la dictature ou de la république parjure, était censurée, suspendue, les rédacteurs arrêtés.

On chuchotait, très doucement, qu'on devait parfois sacrifier l'un des nôtres, pour l'intérêt de la « révolution ». Cela justifiait bien des manquements, tout en autorisant les abus.

Il ne faut cependant point charger « l'âme » de ceux qui crurent bien faire en acceptant la mission qui leur était confiée.

Cependant, nous sommes quelques-uns à avoir souvenance de paroles dites qui prônaient le vrai patriotisme, le pur nationalisme et même on parla un jour de race forte...

Un beau vocabulaire qui n'avait cessé de trouver en nous de faibles réprobations.

Faut-il rappeler certaines paroles de Garcia Oliver, prônant une discipline rigide qui excluait la camaraderie.

On a entendu le même ministre invoquer la fraternité entre les camarades tombés dans la rue et les gardes d'assaut qui les massacraient. Il alla jusqu'à déposer, selon le style poétique employé, un même baiser sur le front de tous ceux qui avaient trouvé la mort dans cette première journée de lutte de mai 1937.

On a entendu beaucoup de choses en Espagne et certains militants n'ont pas fini de s'étonner.

Un responsable même, un jour, répondit à un camarade qui exprimait sa surprise de la consigne imposant de travailler le 1er mai, qu'il n'était pas « religieux »... Faut-il insister ?

Tout cela procède d'un état d'esprit nouveau, non pas méconnu de tous, mais certes, inconnu jusqu'à hier dans nos milieux.

L'esprit politicien a pénétré chez certains d'entre nous.

Aujourd'hui, il faut déjà déplorer ses ravages.

Il est grand temps d'y remédier et de tenter l'impossible afin de réagir contre le courant qui entraînera demain une partie du mouvement anarchiste vers des destinées imprévisibles.

Six mois de « collaborationisme » ont enlevé bien des espoirs et amené de bien pénibles désillusions.

La confiance s'estompe et comme l'exprimait avec dignité Camille Berneri dans la conclusion de sa lettre ouverte à Federica

Montseny :

« Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismark fassent l'union sacrée. »

Bernerri a été assassiné ; Barcelone, la « Commune » de la révolte, a été tuée par Valence, la Versaillaise ; « nos » ministres étaient toujours au gouvernement...

Hem DAY

La Voix Libertaire N° 375
25 Décembre 1937